

**CIBLE**

## Mémoire

**F**ils d'un colonel tué dans les combats de mai 1940, Roland de la Poype, jeune engagé dans l'armée de l'Air, rejoint l'Angleterre dès le 24 juin à l'appel du général de Gaulle. Après avoir combattu en Afrique et au-dessus de Londres, il se porte volontaire pour aller combattre en Russie au sein du groupe de chasse Normandie. D'Orel à Minsk et au Niémen, il se couvre de gloire et contribue avec ses camarades à l'immense prestige de Normandie-Niémen en Union soviétique et aujourd'hui en Russie.

Compagnon de la Libération, Héros de l'Union soviétique, le colonel de la Poype est mort le 23 octobre. Lors de ses obsèques aux Invalides, un détachement de l'armée française et une délégation de l'armée de l'air russe lui ont rendu les honneurs. Mais il n'y avait pas de Rafales du Normandie-Niémen dans le ciel parisien et aucun membre du gouvernement n'avait jugé bon de se déranger.

Cette indifférence inqualifiable ne saurait surprendre. Quand on clame que *la France est coupable*, il faut absolument effacer de sa mémoire les héros de la France combattante.

## ZONE EURO

# Le chaos grec

OGM

**Quel danger ?**

p. 2

Idées

**Jean-Luc Marion**

p. 9

# Quel danger ?

**Un truc à savoir : quand, dans un dossier scientifique traité par les médias, apparaît le mot *danger*, c'est que l'on sort du domaine de la recherche pour entrer dans celui du fantasme.**

**E**n effet le **danger** est un concept qualitatif scientifiquement vide de sens : si est dangereux ce qui réduit l'espérance de vie, alors tout est danger. La recherche pour sa part se fonde sur le concept probabiliste de risque, qui a une valeur statistique mesurable, exprimée par la variance de la mesure, et à partir duquel un choix devient possible.

L'effervescence autour du travail de Gilles-Éric Séralini (1) est un bel exemple du flou qu'apporte le discours autour du *danger* : on finit par ne plus savoir de quoi l'on parle, et la confusion devient complète au niveau des médias. Alors, que retirer de ce vacarme, une fois les informations mises à plat ? Qu'il est bien difficile de mesurer le risque sanitaire que représentent les OGM ; que ce risque existe peut-être mais sans être vraiment significatif et M. Séralini le montre à contrario par sa difficulté à présenter des résultats expérimentaux convaincants ; que le passage de la recherche à l'expé-

te n'est pas simple et ouvre la porte à tous les excès et tous les soupçons ; que les agences nationales et internationales, qui font sans doute correctement leur métier, ne peuvent qu'être les cibles des médias du fait de leurs positions raisonnables ; que les groupes de pression **pro** et **anti** ajoutent à la confusion par des lectures volontairement biaisées des travaux scientifiques.

Bref, rien que nous ne sachions déjà. Seule avancée sur ce dossier : selon Mme Delphine Batho, ministre de l'Écologie, il faut désormais réfléchir à « *des études à long terme, qui portent sur les effets cumulés des OGM et des pesticides qui les accompagnent et revoir la procédure d'évaluation.* » (2)

Tout ceci a comme effet secondaire que les risques majeurs des OGM, sur l'environnement et sur l'économie, (3) sont complètement passés sous silence. Or ils sont pour leur part démontrés, mesurables et décrits depuis longtemps. On apprend par

exemple au hasard de ce dossier que la filière viande de notre pays est entièrement soumise aux diktats de Monsanto, puisque l'alimentation du bétail est à 80 % dépendante des OGM. (4) On voit aussi que ces derniers ne sont pas mis au point comme réponse à la demande alimentaire **écologique** de la planète, mais pour vendre plus (Monsanto continuant à fabriquer des OGM compatibles avec son Roundup, au lieu d'en concevoir qui n'aient pas besoin d'engrais ou de pesticide). Mais il en est des OGM comme du nucléaire : les réactions sont subjectives et centrées sur la peur d'un effet sanitaire individuel. Cette peur du *danger* des OGM fait oublier aussi plusieurs choses.

**La première**, c'est qu'ils sont certainement moins dangereux du point de vue sanitaire que nombre de comportements et d'habitudes parfaitement assumés : l'automobile, le tabac, l'alcool, la malbouffe, présentent des risques infiniment plus élevés que les OGM alimentaires, et

pourtant ils ne sont pas vraiment remis en cause.

**La deuxième**, c'est que l'on ne peut déjà plus s'en passer : à la question « *Pour éviter le risque (supposé) des OGM, êtes-vous prêt à stopper votre consommation de viande ?* », la réponse sera certainement non, comme est non la réponse à la question : « *Êtes-vous prêt à réduire votre consommation d'énergie pour pouvoir fermer une centrale nucléaire ?* »

**La troisième enfin**, et l'on retombe toujours sur ce facteur clé quand on parle d'écologie, c'est que pour nourrir correctement et **écologiquement** sept, puis bientôt neuf milliards d'habitants sur notre planète, les OGM sont déjà et seront de plus en plus une des rares solutions viables. Encore faut-il que les gouvernements soient conscients des priorités et des vrais risques qu'ils font courir et soient capables d'imposer des règles écologiquement et économiquement satisfaisantes aux fabricants.

Nous en somme hélas bien loin, et les palinodies autour des travaux et discours de M. Séralini sur un supposé danger sanitaire ne font pas avancer les choses, en focalisant l'attention sur un risque possible mais sans doute peu ou pas supérieur au bruit de fond du risque sanitaire qu'impose au citoyen notre société moderne.

**François VILLEMONTAIX**

(1) le *Nouvel Observateur*, septembre 2012 ; *Le Monde*, 27 octobre ; *Libération*, 23 octobre...

(2) *Le Monde*, 22 octobre.

(3) *Cité n° 39* ; *Royaliste* n° 756, 968, 987, etc.

(4) <http://www.web-agri.fr/conduite-levage/alimentation/article/20-du-marche-selon-coop-de-france-1172-83340.html>

**royaliste**  
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTINARD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Quel danger ? - p.3 : Couacs en vrac - p.4 : Pigeons et déceptions - p.5 : Pékinologie - p.6/7 : Le chaos grec - p.8 : Dialogue - Le Traité de l'Élysée - p.9 : Jean-Luc Marion, itinéraire - p.10 : Tueur - (Re)faire l'Histoire - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Le patronat et la patrie.

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.99.20  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. paritaire 0514 G 84801  
ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

Adresse internet : .....

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €)     six mois (30 €)     un an (50 €)     soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

## Couacs en vrac

**Avec l'esprit de finesse qui fait son charme, Sylvie Fernoy tente l'esquisse d'une première classification du Couac, dans l'espoir d'en dresser plus tard un tableau général propre à intéresser la science politique.**

**A** en croire les médias, le couac serait consistant aux dirigeants socialistes. Pour mettre en évidence cette particularité, on traque le ministre, on le fait parler, et de longues déclarations l'on extrait le léger bredouillis, la formulation équivoque, le léger dérapage qui seront mis en première page de la bonne presse et qui alimenteront la verve des éditorialistes : nullité du gouvernement, indiscipline de ses membres...

Nous sommes pour notre part, très sévères avec le gouvernement et nous continuerons de l'être tant qu'il ne prendra pas les mesures de salut public qui sont de plus en plus urgentes : sortie de la zone euro, protectionnisme, nationalisations. Il s'agit là d'un débat de fond, totalement ignoré par les médias qui préfèrent traiter le feu de paille des maladroites gouvernementales plutôt que l'incendie qui détruit la Grèce, l'Espagne, le Portugal. Comme les directeurs de l'opinion publique feront la sourde oreille jusqu'à l'explosion finale, il est inutile de chercher à les convaincre. On peut cependant plaider que le bruit médiatique serait plus distrayant s'il englobait d'autres catégories de couacs dont je veux donner ici quelques exemples dans l'espoir de les placer, le jour venu, dans un tableau général.

Il faudrait commencer par donner au **couac de droite** un écho semblable au couac de gauche. Dans le souvenir ému des Sarko-couacs, il faudrait par exemple distinguer le Copé-couac du Péresse-couac. Le premier s'est qualifié pour les finales de la bêtise en comparant François Hollande à Robespierre. Quant à Valérie Péresse, elle mérite le prix de l'incohérence pour avoir demandé un **virage économique immédiat** à un gouvernement qui a fait adopter le **pacte budgétaire** signé par Nicolas Sarkozy et qui se situe par conséquent dans le droit fil de l'orthodoxie ultra-libérale.

Il faudrait aussi recenser les **couacs médiatiques**, tâche écrasante que j'esquisse en pointant :

- le **couac à répétition**, repérable dans les célèbres couvertures croisées de *L'Express* et du *Point*, avec les séries *Les francs-maçons sont partout*, *L'islam en fait trop*, *Les fonctionnaires n'en font pas assez* ;

- le **couac du chroniqueur économique** et financier forme un bruit médiatique qui est littéralement abrutissant. Lamento sur les charges, trilles sur les 35 heures, appels à travailler plus, invocations à la baisse du **coût du travail** et la compétitivité mise à toutes les sauces : les experts de France 2, de BFM TV et d'autres lieux reprennent avec enthousiasme les mots d'ordre du Medef et les consignes des

banquiers avec le souci de ne pas déplaire aux annonceurs. Pour se distraire, on peut noter les mini-couacs, à peine audibles, qui forment la version subliminale de la *Pensée correcte* : suppression de la cinquième semaine de congés payés et du repos dominical, réduction drastique de la protection sociale...

- le **couac-catastrophe** récemment attesté par le traitement médiatique de Sandy : des heures d'antenne pour montrer et décrire les ravages de l'ouragan à New York, quelques minutes pour évoquer ses effets dévastateurs aux Caraïbes : 69 morts dans six pays et de très nombreuses maisons détruites. La situation est particulièrement grave en Haïti. Alors que les dégâts du tremblement de terre de 2010 ne sont toujours pas effacés, alors que la tempête Isaac a ravagé l'île en août dernier, Sandy a détruit 70 % des récoltes et la population est menacée par la famine et les épidémies. Pour nous faire part de ces malheurs, pas d'envoyé spécial résidant dans l'île avant, pendant et après la tempête.

Il est vrai que les hôtels sont plus confortables à New York et les restaurants plus agréables que dans ces îles pleines de pauvres et où ne connaît personne. L'essentiel, c'est que les Parisiens aient pu connaître en temps réel la liste des stations de métro fermées à Manhattan et l'heure de la réouverture des casinos d'Atlantic City.

Journalisme de classe ? De classe touriste assurément.

Sylvie FERNOY

## L'écho des blogs

**Pour sauver l'euro, renonceraient-ils à la démocratie ?**

Si les deux assemblées ont approuvé par leurs votes le TSCG, les arguments et les agissements déployés par ses plus ardents partisans méritent d'être analysés. C'est ce qu'entreprend l'auteur du blog *Contrelacour*. (1) En effet cet abandon de souveraineté induit par le vote du traité conduit quelques parlementaires à s'interroger sur leur responsabilité devant la Nation. Est-ce le début d'un sursaut qui fait dire à notre blogueur « *N'empêche que les plus optimistes, comme moi, observent les discussions parlementaires actuelles comme une petite (r)évolution.* »

Nous savons que plusieurs parlements et en premier celui de Berlin exercent un contrôle pointilleux sur la production législative de l'Union européenne. Rien de tel en France. Lors du débat sur le TSCG, le député socialiste Estelle Grelier interpelle le gouvernement en ces termes : « *En tant que parlementaire française, je suis jalouse des prérogatives du Bundestag en matière d'inflexibilité éventuelle des politiques gouvernementales. Dans les négociations au sein du Conseil européen, comment envisagez-vous, Monsieur le Ministre, le renforcement des prérogatives du Parlement qui, je crois, rendra les parlementaires plus sensibles aux questions européennes, ainsi que les citoyens ?* »

Est-ce le début d'une amorce d'une prise de conscience ? Certes non car elle conclut son intervention par cette observation : « *Nous avons tous conscience que si chaque pays procédait de la sorte, cela empêcherait tout fonctionnement collectif et démocratique (sic) à l'échelle des Vingt-sept.* » Et pour que le sujet soit clos, sans qu'aucune lueur d'espoir ne puisse être maintenue, Elisabeth Guigou forte de son autorité sur les parlementaires socialistes déclare le lendemain à la tribune de l'Assemblée : « *Il ne s'agit pas d'aller vers un système de mandat impératif à l'allemande, qui provoquerait, soit dit en passant, un blocage général de l'Union européenne.* »

Pour espérer un sauvetage de l'euro cela a pour prix un renoncement à la démocratie. Quel aveu !

François ENNAT

(1) <http://contrelacour.over-blog.fr/article-selon-elisabeth-guigou-la-democratie-entrainerait-un-blocage-general-de-l-union-europeenne-110735236.html>



# Pigeons et déceptions

**Le projet de loi de finance pour 2013, sorte de modèle de pleutrerie, d'hésitations et d'impréparation en dit long sur l'absence de projet, voire de volonté du gouvernement de mener la révolution fiscale à laquelle il s'était engagé. Les principes mêmes d'une imposition équitable et efficace sont battus en brèche.**

Il y avait à la fois plaisir et légère désespérance à écouter l'entretien donné à Médiapart par Thomas Piketty le 21 octobre dernier. (1) Le promoteur d'une vraie réforme fiscale que nous avons traitée en son temps (2), analyse avec acuité et un rien de méchanceté ce qui ne s'est pas passé.

L'impôt sur le revenu (IR) - nous l'avons maintes fois souligné - est devenu un moyen de tenter de prélever l'eau d'une rivière avec une quasi-passoire. Créé en 1914, il n'a connu que deux réformes d'importance. La première à la Libération et la seconde avec la création de la CSG sous Rocard. En revanche, il a subi depuis des années un savant **mitage** qui l'a vidé à la fois de son efficacité et de son sens politique. Le gouvernement Ayrault s'est contenté de plafonner les niches ainsi créées et en en omettant deux, l'une plutôt anecdotique portant sur les SOFICA (sociétés servant à financer la production cinématographique), et l'autre qui l'est bien moins sur les investissements dans les DOM-TOM qui a démontré, depuis sa création par le RPR en 1987, son inefficacité et même sa dangerosité au plan de la stricte morale.

Le projet socialiste prévoyait une révolution fiscale qui est, pour le moment, lettre morte.

Pas de courage. Hésitations et reculades. L'immobilier se voit doté d'une niche nouvelle (Duflot) qui comme les autres n'aura pour résultat que d'entretenir la bulle immobilière. Reculade aussi à propos de la taxation des plus-values de cession de part d'entreprise. Il a suffi d'une campagne orchestrée par les **pigeons** pour que la mesure proposée - aligner le système d'imposition sur le barème de l'IR - disparaisse. Notons que parmi ces braves gens se trouvent des exilés fiscaux, de nombreux héritiers et fort peu de vrais créateurs d'entreprise. Il est normal de gagner de l'argent lorsque l'on crée. Il l'est nettement moins de profiter de situations acquises par d'autres. Encore une fois, la pusillanimité et l'impréparation ont fait disparaître un vrai projet. Peut-être suffisait-il de mettre sur pied un étalement des dites plus-values.

En tout état de cause, nous sommes bien loin du projet d'alignement de la fiscalité du travail sur celle du patrimoine. Une fois encore les rentiers auront sauvé leurs privilèges. Le simple jeu de l'inflation alourdit même mécaniquement la taxation des fruits du travail. Ce n'est pas le gadget **75 %** qui y portera remède. De régime dérogatoire en niches, l'IR n'est plus rien puisque même avec son taux

fixe, la CSG rapporte quasiment deux fois plus. Exit aussi le prélèvement à la source. Trop compliqué pour monsieur Cahuzac qui selon Piketty « *se noie dans un verre d'eau* ». Ce dernier à fort raison de souligner que le susdit prélèvement à la source existe déjà - depuis 60 ans pour les cotisations sociales et depuis 20 ans pour la CSG - et de se demander ce que les socialistes ont bien pu faire pendant leurs longues années d'opposition...

Notons la déception à propos de l'ISF, quasi vidé de son contenu par Sarkozy et que le gouvernement actuel n'a pas osé remettre à ses conditions précédentes. Mauvais signal en temps de vaches maigres financières... D'autant plus que les patrimoines les plus importants progressent, parfois sensiblement, d'une année sur l'autre. Entre 6 et 10 % l'an, et cela quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent : l'héritier comme le créateur. La crise n'est pas pour tout le monde, c'est particulièrement clair, alors les piailllements des pigeons ont quelque chose d'indécent et de profondément scandaleux. Rien ne sera donc fait, pour le moment, pour rétablir un peu de justice. Notons que là le gouvernement n'a nul besoin de reculer puisqu'il n'a pas même fait un petit pas...

Le rentier a bien de la chance par les temps qui courent et il dispose surtout de relais efficaces... jusqu'au gouvernement selon l'économiste. Les débats sur ces sujets n'ont pas lieu, on se demande encore pourquoi. Piketty note deux éléments, l'un visant à montrer que les revenus déclarés par les milliardaires n'ont rien à voir avec leurs revenus économiques réels. Et plus important encore, dans nos pays à faible croissance économique et à population vieillissante, le poids de l'épargne dans l'économie ne peut que croître. Il est donc invraisemblable de ne pas mettre sur pied une véritable imposition du patrimoine.

**Petite avancée** - mais jusqu'à quand - sur le taux de la TVA dans la restauration. Cette mesure fort électoraliste n'avait produit aucun des effets annoncés par le gouvernement Fillon. Un tout récent rapport de l'Assemblée nationale le démontre aisément. Fallait-il vraiment nourrir un espoir à ce sujet ? Que ce soit sur l'augmentation des salaires, la baisse des prix et les autres engagements de la profession, rien ou presque n'a été tenu et ce qui l'a été a été fait de manière si petite qu'il ne convient même pas de s'étendre là-dessus. Demande est donc faite de remonter le taux de TVA au moins à 12 %. Le problème vient du fait que notre chère Bruxelles devra être convaincue. Autant dire qu'avec le courage que déploie Jean-Marc Ayrault, nous ne sommes pas à la veille d'en voir l'exécution.

**Encore une fois nos demandes sont claires** : arrêtons le suicide fiscal en cours, (3) exigeons la réforme fiscale promise. Les idées sont là : sérieuses, pragmatiques et surtout parfaitement indispensables. Allez Hollande-Ayrault : réalisme et courage !

Charles GUÉMÉNÉ

(1) <http://www.mediapart.fr/piketty>

(2) Voir *Royaliste* n° 986.

(3) Voir l'article de Laurent Mauduit publié dans *Marianne* du 13 octobre 2012.

# Pékinologie

**Les secrets sont bien gardés à Pékin. Une relation fondée sur autant de conjectures finira toujours par être erronée.**

Le pouvoir politique chinois est à l'orée d'un des plus profonds renouvellements de son histoire. Le 15 novembre, à l'issue du XVIII<sup>e</sup> congrès du parti communiste chinois, nous devrions connaître la composition de sa nouvelle direction collective, sept membres sur neuf de l'instance suprême, le comité permanent du bureau politique, devant quitter leurs fonctions, dont le secrétaire général et le Premier ministre. Les nouveaux venus seront investis pour une durée de dix ans, soit jusqu'en 2022. La Chine voit loin car elle vient de loin. Durant ce mandat, sera célébré en 2019 le 70<sup>e</sup> anniversaire de la prise du pouvoir. La même année, il était prévu que la Chine dépasserait les États-Unis et s'affirmerait comme la première puissance économique de la planète. Ces deux événements symbolisent les échéances les plus importantes auxquelles aura à faire face le parti simultanément : faire mentir la comparaison avec l'URSS et confirmer la prévision statistique avec les États-Unis.

Sur le premier point, que n'avait-on déjà entendu de l'avènement il y a dix ans des dirigeants qui se préparent aujourd'hui à quitter le devant de la scène ? On hésite cette fois à portraiturer Xi Jinping en nouveau Gorbatchev. Les soubresauts ou les hoquets enregistrés à l'époque au sein du comité central à Moscou (désignations successives et morts précipitées de trois se-

crétaires généraux) ne sont pas sans évoquer les règlements de comptes auxquels on assiste actuellement en catimini à Pékin. La pékinologie rejoint ici la kremlinologie. Mais nous ne sommes guère plus avancés.

Sur le second point, l'acquisition du statut de première place économique dépendra tout autant des performances des États-Unis que de celles de la Chine dont la croissance connaît un net ralentissement. La nouvelle équipe devra marquer des priorités entre deux éventualités : libéralisation politique, stabilisation économique (ouvrant à une convertibilité de sa monnaie). La machine économique risque un emballement alors que la vie politique souffre d'immobilisme. *Il faut maîtriser la première*, dit-on, *avant de démocratiser*. Sinon on risque la surchauffe et l'éclatement. D'autres pensent à l'inverse que c'est en démocratisant que l'on pourra calmer l'économie et mieux orienter son développement.

Le mot d'ordre de l'équipe précédente était *l'harmonie*. Or comme le remarquait le philosophe slovène Slavoj Žižek, (1) plus on parle d'harmonie, plus il y a de chaos. C'est un concept plus orwellien que confucéen ! Le nouveau secrétaire général est un homme formé à *l'harmonie* qui visiblement répugne au conflit. Il le fuit comme semble l'indiquer son absence inexplicable des quinze premiers jours de septembre. Xi Jinping croit à l'influence plus qu'à la force. C'est un adepte

du *soft power* pas étranger d'ailleurs au grand stratège de *l'art de la guerre* (Sun Tzu). Une démocratie risque de passer pour la complète antithèse d'un tel pouvoir **pacifique**, une démocratie chinoise mais aussi son modèle : la démocratie américaine. La propension de cette dernière au *choc*, à la diabolisation de l'ennemi, au *style paranoïaque*, (2) a été encore soulignée à loisir lors des débats de la campagne en vue des élections présidentielles du 6 novembre. Le Parti communiste chinois a eu l'intelligence et l'habileté de déplacer son Congrès, normalement tenu en octobre, au lendemain de celles-ci.

L'Europe n'a pas eu cette chance qui a tenu son sommet avec l'Asie la veille de l'élection au risque de s'abîmer en conjectures à la fois sur la Chine et sur l'Amérique. Sur l'Asie, Hollande a ce point commun avec Sarkozy d'avoir un conseiller diplomatique sinologue sinon pékinologue. (3) Mais combien de fois les meilleurs spécialistes ne se sont-ils pas trompés dans leur domaine de compétence exclusif ? Pêchant soit par optimisme soit par pessimisme, le secret des dieux est leur excuse.

Yves LA MARCK

(1) Cité par Alain Frachon et Daniel Vernet in, « *La Chine contre l'Amérique, le duel du siècle* », Grasset, 2012, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

(2) Richard Hofstadter - « *Le style paranoïaque - Théories du complot et droite radicale en Amérique - études entre 1952 et 1965* », Éd. François Bourin, 2012, prix franco : 25 €. [Achat immédiat](#)

(3) Respectivement Paul Jean-Oritz et Jean-David Levitte.

## BRÈVES

◆ **ESPAGNE** - Selon un sondage de l'institut DYM réalisé pour le quotidien ABC, 57 % des Espagnols pensent que le roi est le symbole qui unit les Espagnols, 52,2 % approuvent le rôle du roi et ses déclarations à propos de la crise économique, 60,7 % ont une image positive de la monarchie, 63 % pensent que le roi est respecté dans le monde, 82,9 % estiment que l'image de la monarchie espagnole est égale ou supérieure à celle des autres monarchies européennes, 66 % pensent que la monarchie est assez ou proche du peuple et 67,8 % la considèrent comme moderne... La couronne et le roi n'ont cependant pas retrouvé la popularité d'avant la crise provoquée par la chasse en Afrique en avril dernier : 6 % qui soutenaient le roi avant cette date n'ont pas rendu leur confiance à la monarchie et au souverain.

◆ **GRÈCE** - Le roi Constantin et le prince héritier Nicolas ont participé à la célébration du 100<sup>e</sup> anniversaire de la conquête de Thessalonique sur les Turcs. A cette occasion le roi a déclaré : « *Thessalonique a toujours été un foyer multiculturel et le berceau des idées démocratiques, elle demeure le paradigme d'une ville dans laquelle les idéaux de la démocratie et la liberté peuvent prospérer* » ajoutant : « *Au fil des ans, les Grecs ont eu à faire face et ont réussi à surmonter des situations difficiles. Aujourd'hui au milieu d'une nouvelle crise historique, il me semble que la seule façon de nous en sortir est de rester unis et solidaires, toujours en conservant les valeurs et les idéaux que nous portons comme héritage. En nous souvenant que la grande victoire et les batailles qui l'ont précédée et suivie ont été gagnées par une armée équipée d'une seule arme - l'âme grecque - cela nous donne l'espoir et la confiance qu'avec la même arme nous réussirons* ».

◆ **ROUMANIE** - C'est en présence du roi Michel (91 ans), des anciens présidents de Roumanie, Ion Iliescu et Emil Constantinescu, de la princesse Margaret, du prince Radu et du prince Nicolas ainsi que des autorités religieuses, qu'a été inaugurée la place qui porte le nom du souverain ainsi que le buste qui l'orne. Après avoir chanté l'hymne national puis l'hymne royal, le roi Michel I et le maire de Bucarest, Sorin Oprescu, ont dévoilé le buste de l'ancien souverain, réalisé par le sculpteur Valentin Tanase.

◆ **JAMAÏQUE** - Mme Simpson Miller, chef de file du Parti national du peuple jamaïcain et Premier ministre depuis le mois de janvier a réaffirmé, à l'occasion d'une visite au Canada, son intention de voir abolir la monarchie dans son pays. Tout en déclarant : « *Nous aimons la Reine, nous respectons la Reine et l'honorons* » elle a affirmé : « *Nous croyons que le temps est venu pour nous de déterminer notre forme de gouvernement* ». Tout ceci en présence de Stephen Harper, Premier ministre du Canada, fort gêné, car lui-même depuis son arrivée au pouvoir s'est employé à remettre la monarchie au goût du jour, souvent sous l'oeil soupçonneux de l'opposition.

# Le chaos grec

**H**istorien et anthropologue, ancien correspondant en France de la revue *Némésis*, Panagiotis Grigoriou montre dans le film « *Khaos, les visages humains de la crise grecque* » la catastrophe qui frappe son pays. L'entretien qu'il nous a accordé permet de comprendre que le chaos grec n'est pas une récession ordinaire : les diktats de la *troïka* ont créé une situation nouvelle, un nouveau rapport au temps, aux êtres et aux choses... Panagiotis Grigoriou publie régulièrement ses observations sur son blog [Greek Crisis](#)

■ **Royaliste : En quoi la crise grecque est-elle spécifique ?**

**Panagiotis Grigoriou :** En Grèce, nous sommes entrés dans une époque différente de la vôtre et nous vivons une temporalité qui est en avance sur la vôtre. J'ai résidé en France jusqu'en 2008 et, de retour à Paris en avril dernier, je me retrouve dans la situation de l'anthropologue : le quotidien, le temps perçu, les petits gestes de la vie quotidienne sont tout à fait différents de ce qu'ils sont en Grèce. En deux ans, la société grecque a perdu sa maîtrise sur le temps - sur le temps de l'avenir immédiat comme sur le temps de l'avenir tout court, sur le temps projeté comme sur le temps organisé. C'est vrai pour le temps personnel et familial - on ne peut plus se dire qu'on va faire un achat la semaine prochaine - comme pour l'organisation du temps politique et économique. C'est là un problème grave et pour le moment insoluble : à partir du moment où cette percep-

tion du temps est modifiée, la société peut prendre de nouvelles orientations, parfois chaotiques.

J'avoue que je ne m'attendais pas à une mutation aussi rapide. Lorsque le premier Mémorandum a été adopté en mai 2010, beaucoup de Grecs ont pensé que le pays était dans le provisoire et on nous expliquait qu'il fallait attendre une petite année avant de retrouver la logique habituelle du financement par les marchés. Mais au bout de 12 à 18 mois, les Grecs ont compris qu'il ne s'agissait pas d'une politique classique d'austérité mais d'une situation tout à fait nouvelle, sans retour possible en arrière. Pour moi, c'est une situation de guerre.

■ **Royaliste : Pouvez-vous préciser ?**

**Panagiotis Grigoriou :** Regardons les chiffres : le PIB grec a diminué de 20 % en deux ans, et c'est un taux qu'on retrouve dans les pays

qui sont en guerre. Il y a un chômage très important : 25 % officiellement, probablement 30 %. Un tiers du petit et moyen commerce est déjà détruit. Les revenus ont diminué entre 30 et 50 % en deux ans et les prix ont augmenté tandis que les dettes privées auprès des banques continuent de courir. Une partie de la classe moyenne est déjà détruite.

Prenons l'exemple d'un de mes cousins, qui est professeur de mathématiques dans le privé : son salaire a été divisé par quatre depuis 2010 - il gagnait par mois 1 900 euros nets, il n'a plus que 450 euros. Il y a deux ans, il payait un euro le litre d'essence sans plomb 95 mais nous approchons maintenant les 2 euros, suite au rajout de plusieurs taxes. Comme mon cousin est propriétaire de son appartement, il reçoit une feuille d'impôts qu'il ne peut pas payer avec son salaire. Il lui faut donc utiliser l'épargne qu'il a accumulée en vingt ans

de travail... mais il se demande comment il fera lorsque ses économies seront épuisées. Sa compagne qui est secrétaire a perdu son emploi il y a six mois : elle gagnait 1 350 euros et elle a trouvé un travail à 750 euros nets par mois.

Parfois, nous nous demandons s'il y a encore une monnaie dans notre pays. Il n'y a plus tellement de circulation de masse monétaire et de plus en plus d'entreprises ont recours au troc. Les salariés n'ont pas d'argent et le petit commerce est en train de mourir.

■ **Royaliste : Assiste-t-on en même temps à une mutation politique ?**

**Panagiotis Grigoriou :** Oui. Le système politique qui fonctionnait avec les droites et les gauches s'est lui aussi effondré. Les gauches ont compris que le Grand Soir ne procèdera pas automatiquement de la destruction de la société grecque. Ce sont des liens sociaux qui ont été détruits - y compris les liens politiques qui supposent un minimum d'activité économique. Certains de mes amis, qui ont milité à gauche pendant des décennies, pouvaient agir tout simplement parce qu'ils recevaient un salaire. Lorsque tout s'est effondré, ils se sont retrouvés en situation de survie



et ils ont été obligés de chercher de quoi manger avec dix euros pour passer la semaine, de trouver du bois pour se chauffer parce qu'on ne peut plus acheter de fioul... Quand on ne peut plus s'acheter un ticket de métro, on ne peut plus aller manifester ni même rencontrer ses camarades. Je pense plus particulièrement à l'un des mes amis qui n'est pas passé à droite mais qui, comme beaucoup de Grecs, se trouve maintenant dans une méta-gauche.

Que l'on soit de droite ou de gauche, la perte de confiance dans le système politique est extraordinaire. Les partis politiques classiques sont discrédités, et plus généralement le Parlement. Tout le monde voit que les partis opposés au Mémoire n'ont rien pu faire, tout le monde voit que les méthodes habituelles de contestation sont inefficaces. N'oublions pas que, pour faire grève, il faut travailler !

Quant à la presse, indispensable à la vie démocratique, elle est dans une situation critique. Un tiers des journalistes du pays ont été licenciés. Dans les rédactions, certains travaillent mais ne sont plus payés depuis des mois ou ont vu leur salaire brutalement diminué : cela ne tient pas à un patronat qui voudrait maximiser ses profits, selon l'analyse marxiste, mais aux difficultés réelles que rencontrent les entreprises de presse.

#### ■ Royaliste : Comment avez-vous vécu la période électorale ?

**Panagiotis Grigoriou :** La crise grecque est un coup d'État permanent, avec des accélérations soudaines. Entre mai 2011 et juin 2012, il y a eu un temps d'ouverture avec le mouvement des Indignés, qui allait de l'extrême droite à l'extrême gauche. Ce mouvement a été brutalement réprimé et il s'est effondré mais nous pensions qu'il y aurait une ouverture politique. Vous vous souvenez de la question

tragi-comique du référendum de Papandréou et du départ de ce dernier. Un nouveau gouvernement a été formé par Papademos avec le PASOK, la Nouvelle démocratie et un parti d'extrême droite. Les élections ont été retardées, ce qui a désorganisé les luttes politiques car on attendait de semaine en semaine la date de la consultation. Pendant ce temps, un deuxième Mémoire a été adopté. Lorsque les élections ont été enfin organisées pour le mois de mai et ensuite de juin dernier, les forces politiques hostiles au Mémoire n'ont pas pu ou pas voulu s'organiser. Vous connaissez le résultat de ces élections qui se sont déroulées dans un climat de chantage et de violence inconnu depuis les élections de 1946 qui avaient précédé la guerre civile : coalition du PASOK, de la Nouvelle démocratie et de la Gauche démocratique qui a quitté la gauche radicale ; apparition d'une gauche radicale avec SYRIZA. Et puis il y a cette nouvelle formation d'extrême droite qui s'appelle *L'Aube dorée*. C'est un mouvement politique ancien, fortement inspiré par le nazisme, très influent dans la police, qui récupère les idées de la Grèce des Colonels et de l'extrême droite de l'après-guerre. L'influence de ce mouvement, qui recrute parmi les anciens cadres de la dictature et dans la jeunesse défavorisée, ne cesse de grandir.

#### ■ Royaliste : L'opinion publique reste-t-elle favorable à l'euro ?

**Panagiotis Grigoriou :** Pendant la campagne électorale, l'opinion publique a été l'objet d'un véritable matraquage de la part de dirigeants grecs et étrangers qui affirmaient que la sortie de l'euro serait une épouvantable catastrophe. Aujourd'hui, de nombreux citoyens pensent qu'il faut rester dans la zone euro mais on voit apparaître une tendance hostile à la monnaie unique. Le problème de fond est politique : le Premier ministre n'a pas la volonté de décider la



■ Les manifestants hostiles à la visite d'Angela Merkel n'ont pas fait dans la nuance...

sortie de l'euro et le chef de la gauche radicale ne se déclare pas partisan d'un retour à la monnaie nationale. L'aile gauche de SYRIZA est très critique vis-à-vis de cette attitude officielle mais il n'y a pas plus de plan B à gauche qu'à droite.

#### ■ Royaliste : Comment percevez-vous le jeu allemand en Grèce ?

**Panagiotis Grigoriou :** C'est un autre aspect de la crise grecque : notre petit pays perd ce qui lui restait de souveraineté. Hans Joachim Fuchtel, secrétaire d'État auprès du ministre du Travail dans le gouvernement allemand et envoyé spécial de la chancellerie, est installé en Grèce et sillonne le pays en passant des accords directs avec les collectivités locales pour moderniser le pays selon un **cahier des charges** que personne ne contrôle. Il y a à l'ambassade d'Allemagne en Grèce des réunions avec des hommes politiques, des hommes d'affaires et des journalistes où l'on prend des décisions qui ne sont pas non plus contrôlées démocratiquement. De plus, l'État allemand a attribué un budget aux partis politiques du pays pour qu'ils inaugurent des fondations en Grèce. Ces coïncidences montrent que nous n'avons plus la maîtrise de nos affaires et que le dossier grec sera pour l'essentiel géré par l'Allemagne. Cette situation est mal vécue, d'où les violentes manifestations qui ont accueilli Angela Merkel au mois d'octobre.

Si nous mettons à part les considérations économiques liées à la crise globale et les considérations liées à la caste dirigeante grecque et à sa corruption, il reste la question de notre souveraineté. Nous ne sommes plus dans la construction européenne telle qu'elle avait été envisagée avant la réunification allemande. Nous sommes en train de passer à une autre conception, qui est inquiétante pour la Grèce comme pour les pays du sud frappés de plus en plus durement par la crise.

La Grèce devient une zone franche, dans laquelle la Constitution n'est plus respectée, où les salaires sont fixés sans aucun respect des conventions collectives et où la protection de l'environnement et de l'architecture est de plus en plus souvent ignorée. En fait, l'Allemagne veut une petite Chine en Europe avec une piscine chauffée - la mer Égée - plus des îles pour mettre des éoliennes et des plaques photovoltaïques. Il y a un projet allemand d'exploitation des îlots grecs de la mer Égée qui pourraient devenir des sites à vocation industrielle, alors que ce sont pour moitié des lieux naturels protégés et que certaines îles sont des sites archéologiques qui restent à explorer.

Les Allemands ont réussi à faire de la Grèce un exemple : celui d'un pays fautif, qu'ils punissent et qu'ils administrent à leur guise.

Propos recueillis par  
**B. LA RICHARDAIS**

## Dialogue

## Traité de l'Élysée

**F**rançois Hollande n'était pas encore élu quand il rencontra Edgar Morin pour un débat qui promettait d'être intéressant. (1)

Promesse non tenue : la confrontation est simplement significative. Le philosophe de la *crise de civilisation*, promoteur du **multiculturalisme**, toujours en effervescence, attendait de l'homme d'appareil devenu candidat qu'il annonce un grand dessein, une grande politique pour redonner espoir aux Français.

François Hollande opine - oui, il faut *penser la complexité*. Oui *l'humanité est en marche*. Oui, il faut lutter contre l'économie casino et redonner sa dignité au travailleur. Mais les phrases sonnent creux et le grand dessein attendu se perd dans les généralités bienveillantes et les annonces agréables à entendre.

Le problème, c'est que les mots restent imprimés sur le papier et que ce petit livre, relu dans un an ou deux, risque de susciter amertume ou colère. Déjà, on ne peut pas lire sans émoi que « *le changement passera par une plus grande implication des Français, par une volonté de prendre part aux décisions*. » Le refus de soumettre le *pacte budgétaire* à référendum, alors que la plupart des Français souhaitent leur **implication**, est encore tout frais dans nos mémoires...

Jacques BLANGY

📖 François Hollande & Edgar Morin - « *Dialogue sur la politique, la gauche et la crise* » entretien réalisé par Nicolas Truong, coédition Le Monde/L'Aube, 2012, prix franco : 9 €. [Achat immédiat](#)

**Dans le legs du général de Gaulle, y a-t-il un monument à la fois plus *consensuel* et plus paradoxal que le traité de l'Élysée, signé il y a bientôt cinquante ans. Considéré comme mort-né par le Général quelques mois à peine après sa signature, suite à l'adjonction par le Bundestag d'un préambule ouvertement atlantiste qui le vidait de sa substance, il est aujourd'hui célébré pour ce qu'il n'est pas, et semble devenu un lieu de mémoire, au sens donné à cette expression par Pierre Nora.**

**L'**ouvrage sous la direction de Corine Defrance et d'Ulrich Pfeil vient à point nommé refaire le point sur les cheminements qui, des deux côtés du Rhin, ont mené à la signature. Dans un contexte de guerre froide, de division en blocs, d'alignement inconditionnel au sein de chaque bloc et de subsistance de la question allemande, on assiste au cheminement qui a conduit deux géants de l'Histoire, dont l'estime réciproque n'est pas pour rien dans la conduite de l'affaire, à tenter, au travers d'un rapport bilatéral privilégié entre deux États, de construire un deuxième pôle au sein de l'alliance atlantique, malgré l'hostilité ouverte que suscite le projet, notamment en Allemagne, y compris au sein de la coalition gouvernementale. Et bien sûr, auprès des États-Unis. Ce sont d'ailleurs les pressions américaines qui conduiront le Bundestag à vider le traité de l'essentiel de sa substance en y adjoignant le préambule qui fera dire à de Gaulle que les Allemands se sont « *conduits comme des cochons* » et que

« *les traités, c'est comme les roses et les jeunes filles : ça dure ce que ça dure.* »

L'ouvrage examine ensuite les champs du traité. On pourrait s'étonner de n'y rien trouver qui concerne la coopération économique ou culturelle. C'est que, considérant que le traité devait d'abord sceller la réconciliation des deux nations, les signataires entendaient qu'il permît que soient d'emblée abordées les questions difficiles qui les avaient jusque là opposées : les affaires étrangères et les questions de défense. Et que l'avenir de la réconciliation fût confié à l'éducation et à la jeunesse, objets du troisième volet du traité.

**Cinquante ans plus tard**, à l'heure des bilans, force est de constater que les grandes ambitions affichées par le traité ne correspondent guère aux réalités de la coopération entre les deux pays. En matière de défense, l'Allemagne et la France n'ont plus grand chose à se dire du point de vue stratégique. Le retrait français du commandement intégré de l'Otan en 1966 doit d'ailleurs

être considéré comme la conséquence de l'échec d'une tentative de la politique de défense fondée sur une stratégie commune. Et malgré la création de l'Eurocorps, la défense franco-allemande ne recouvre aucune réalité militaire tangible.

Quant à la définition d'une politique étrangère commune, la moisson n'est guère plus conséquente, et les *binômes* et autres *tandems* ne sont que rarement parvenus à masquer le fait que les deux pays ont le plus souvent mené des politiques extérieures divergentes, y compris pour la construction européenne, l'Allemagne marquant son attachement résolu à un modèle d'intégration européenne que la France écarte. Et même la politique d'éducation et pour la jeunesse, malgré les succès de l'Office franco-allemand pour la jeunesse, n'a pas produit les fruits attendus : le nombre d'apprenants de la langue du voisin dans chaque pays, malgré un coup d'arrêt récent, n'a cessé de baisser au bénéfice de l'anglais.

Le vrai paradoxe est que, malgré ces divergences réelles, la volonté de coopérer des deux pays soit manifeste et dépasse le fait d'avoir ou non des positions communes. En cela, le traité de l'Élysée marque une étape irréversible.

Benoît DOLLE

📖 Sous la direction de Corine Defrance & d'Ulrich Pfeil - « *La France, l'Allemagne et le traité de l'Élysée* », CNRS éditions, 2012, prix franco : 15 €. [Achat immédiat](#)



# Jean-Luc Marion, itinéraire

**B**enoît Chantre savait parfaitement ce qu'il faisait, en prenant tout son temps pour obtenir de Jean-Luc Marion qu'il se **raconte**. Les réticences du philosophe finiraient bien par tomber, à mesure qu'il saisirait la chance d'expliquer la cohérence d'une vie qui s'identifie à une œuvre. Il y fallait tout l'art et l'empathie d'un interlocuteur tel que Dan Arbib, qui, pour avoir été à l'école du maître et assimilé tous ses livres, avait la possibilité d'être **le conducteur** d'une sorte d'auto-analyse. Au terme du livre, Jean-Luc Marion en formule la clé, qui paraît d'ailleurs évidente, après qu'on eut suivi tout son parcours : « ... *J'ai eu l'impression d'être pris derrière le troupeau et placé là où on ne savait même pas qu'on pouvait aller. Dans ces moments, je ne réalisais pas des projets ou des ambitions venant de moi, mais je recevais ce qui advenait (...)* D'où ce sentiment étrange qui ne m'a jamais quitté, de vivre avec quelqu'un **portant** (dans tous les sens du terme) mon nom, qui faisait des choses sans m'en avertir et qu'il me fallait accompagner. »

Ce double ressemblait-il au *daimon* de Socrate ? Il semble qu'il ait agi sur un mode plus discret, même s'il demeurait impératif, conduisant au fur et à mesure l'étudiant, l'enseignant, le chercheur sur une voie dont on apprécie la remarquable cohérence, aussi novatrice que traditionnelle, aussi actuelle que transhistorique. Pour avoir connu et lu l'auteur très tôt, dès *L'idole et la distance* (1977), suivi les étapes de sa pensée, à ma manière qui n'était pas celle d'un spécialiste ou d'un athlète du concept, j'ai toujours cru reconnaître l'intérêt et la validité d'une démarche qui correspondait aux requêtes de la pensée et aux nécessités du temps, en les surmontant. Ce n'était pas rien d'émerger à la vie adulte dans le Paris de 1968, avec des repères intellectuels qui s'appelaient Derrida, Lacan ou Deleuze, alors qu'on refusait de se laisser entraîner par ce qui disparaîtrait aussitôt. Dès le départ, il y a pour le jeune philosophe ce qu'il appelle aujourd'hui *la rigueur des choses*, c'est à dire une exigence supérieure qui oblige à un discernement rigoureux. Jean-Luc Marion n'est pas insensible à la déconstruction derridienne dans la suite de ce qu'il y a de plus impérieux dans l'analyse heideggerienne de l'ontothéologie. Il se trouve, que, par ailleurs, il dispose de l'éclairage de la théologie, qu'il ignore la plupart de ses petits camarades de la rue d'Ulm, à quelques exceptions distinguées. C'est un apport considérable pour comprendre l'histoire de la philosophie, et notamment la construction du corpus cartésien.

Mais même sur le terrain des discussions les plus modernes et post-modernes, le répondant théologique est facteur d'intelligibilité. Jean-Luc Marion fait la connaissance d'un théologien étonnant en 1968 qu'il va lire à l'instigation de son aumônier, un certain Jean-Marie Lustiger : Hans Urs von Balthasar ! Et que lui apprend ce dernier ? Que l'on peut penser la Révélation chrétienne après Heidegger et Derrida

en renonçant à l'appareil métaphysique dont se prévaut encore un Karl Rahner pourtant réputé beaucoup plus progressiste. Pour Balthasar, la Révélation constitue son site propre, dont il s'agit de déterminer *la figure* au sens de Goethe. Il s'agit d'un renversement intellectuel qui a ses correspondances pour une pensée qui veut surmonter la crise de la métaphysique. En s'engageant sur la voie d'une relecture du destin de la pensée à travers le cas de Descartes, puis en entreprenant un retour à Husserl et à la phénoménologie, le chercheur ne cessera de progresser vers une réinterprétation du destin de la philosophie, qui en métamorphose les coordonnées et aboutit à une refondation qui a ce mérite essentiel de s'opposer frontalement au nihilisme contemporain. Un nihilisme contre lequel l'auteur de *Dieu sans l'être* s'est toujours opposé, sachant que le diagnostic nietzschéen pouvait être surmonté, tout autrement sans doute que l'entendait Nietzsche lui-même.

L'intérêt et le charme de ces entretiens entre Jean-Luc Marion et Dan Arbib viennent notamment de ce que le long labeur d'une vie universitaire est conté presque sans effort, mais aussi sans facilités. Ainsi la nouvelle génération philosophique pourra-t-elle disposer d'une initiation à une œuvre réputée, non sans motifs, difficile, mais dont elle reconnaîtra la force et la pertinence. Elle pourra percevoir notamment en quoi elle rejoint ou croise des penseurs aussi essentiels qu'Emmanuel Lévinas ou Michel Henry. La conséquence obligée de la perception des questions centrales soulevées sera l'étude des grands ouvrages consacrés à la phénoménologie de la donation et aux phénomènes saturés. Je ne puis que les signaler pour signifier qu'ils comblent l'attente du renouveau de la pensée après la longue période des reconstructions funestes aux conséquences totalitaires et des désillusions débilantes. C'est quand même là le bonheur de cette anamorphose.

J'ajoute que cette transformation n'est pas due seulement à un changement de paradigme, à une mutation épistémologique, à une modification du regard qui s'accorde aux *choses mêmes*, et singulièrement aux phénomènes laissés de côté dans le champ de la pensée. C'est le cas tout particulièrement du phénomène érotique qui est tard advenu dans le cheminement du penseur mais qui correspondait, sans nul doute, à l'avancée la plus significative de son itinéraire. Il y a chez Jean-Luc Marion cet accord qui s'est fait naturellement entre la philosophie et la théologie, cette dernière éclairant et déterminant ses intuitions les plus fortes. À ce propos, comment ne pas remarquer que la défaillance la plus grave qu'il repère chez Heidegger, c'est son ignorance du troisième ordre pascalien, celui de la charité ? « *Prince du deuxième ordre il était, prince du deuxième ordre il est resté.* »

Le dernier chapitre du livre n'est pas le moins suggestif, puisque au-delà du labeur propre au philosophe, il ouvre le champ de la réflexion au *monde tel qu'il va et tel qu'il ne va pas*. Un regard à la fois distancé et proche n'est pas superflu pour démêler nos difficultés les plus pratiques et les plus immédiates. Rien n'est étranger à celui qui réfléchit aux enjeux supérieurs, qu'il s'agisse d'écologie, d'économie, de politique. Jean-Luc Marion guette les véritables événements qui sont décisifs pour surmonter nos fatalités. « *La phénoménologie appartient au destinal, c'est à dire qu'elle a la capacité de recevoir un envoi, une mise en jeu, un départ...* » L'évènement au sens fort c'est la possibilité d'une redistribution des cartes, d'un recommencement. Peut-être celui qu'évoque Grégoire de Nysse pour qui la chance et la grâce de l'humanité sont d'aller « *de commencement en commencement* ». ■

📖 Jean-Luc Marion - « *La rigueur des choses - entretiens avec Dan Arbib* », Flammarion, prix franco : 23 €. ➔ [Achat immédiat](#)



## Tueur

**J**e pense qu'il n'y a rien de plus légitime que de lire pour se divertir. Je ne veux pas dire que le divertissement est la seule finalité de la lecture, mais c'en est une que l'on aurait bien tort de mépriser. Après tout, la distraction est le repos de la concentration, et il faut bien se reposer. Se bien reposer aussi. Le bon divertissement garantit le bon repos.

Je vous conseille donc de vous procurer (via notre service librairie, c'est mieux) *Le Dernier Contrat*, un polar signé Olivier Maulin. L'histoire ? Dans une France plongée en plein chaos, un tueur à gages, d'une méticulosité maniaque, est recruté par le gourou des insurgés, un moine exalté surnommé Frère-la-Colère, pour assassiner le président de la République. Bien sûr, résumée ainsi, l'intrigue pourrait vous paraître un peu faible, mais je vous rappelle que nous sommes dans le divertissement et que l'histoire n'est là que pour assurer la cohérence de l'ensemble. L'important est dans le style de l'écriture et la cadence qu'elle imprime au récit. Vous commencez la lecture et vous êtes emporté. Les portraits des protagonistes, même les plus secondaires, sont jubilatoires. Les scènes d'action, bien rythmées. Les dialogues, savoureux. Et il y a bien sûr tout le suspense nécessaire. Sans oublier les rebondissements inattendus.

Mais de ceux-ci, je ne parlerai pas. Cela gâcherait votre plaisir. Et comme c'est à une lecture plaisir que je vous invite...

**Patrick PIERRAN**

📖 Olivier Maulin - « *Le Dernier Contrat* », Éd. La Branche (Vendredi 13), 192 pages, prix franco : 17 €. [➔ Achat immédiat](#)

## (Re) Faire l'Histoire

**Depuis quelques années, l'uchronie est en vogue. Il s'agit de reprendre des événements historiques et d'en modifier un ou plusieurs éléments pour tenter de savoir ce qui se serait passé si... Le deuxième tome de l'aventure historico-littéraire menée par Jacques Sapir, Frank Stora et Loïc Mahé est une réussite qui interroge.**

**N**ous ne présenterons pas Jacques Sapir, à la fois économiste et spécialiste de stratégie militaire. Tous nos lecteurs le connaissent bien déjà. Il n'en va pas de même pour ses deux associés. Frank Stora est journaliste et surtout un grand spécialiste des jeux de simulation. Quant à Loïc Mahé, il est ingénieur en informatique. Ils sont aidés d'une équipe de plus en plus importante, pluridisciplinaire et très internationale, qui est d'une haute valeur en terme de compétences.

Le second tome de l'étude (1) - paru en mai après le succès marquant du premier - porte sur les années 1941 et 1942 et prolonge le travail déjà mené. L'alliance de trois disciplines aussi différentes que celles de nos auteurs pourrait surprendre. Elle est au contraire parfaitement cohérente. L'uchronie est un exercice maintenant répandu mais il dépasse rarement l'exercice littéraire parfois brillant. Dans le cas qui nous occupe, il s'est agi de mener une étude pensée, fouillée et documentée. Le secours des jeux de stratégie (kriegspiel) et de l'informatique apporte beaucoup à la validité du travail.

Le point de divergence choisi se situe en 1940 avec la mort accidentelle de la comtesse de Portes, égérie de Paul Reynaud qui eut dans la réalité sur lui une influence pernicieuse, l'amenant à privilégier l'idée de l'armistice et

le recours au désastreux maréchal Pétain. Le choc provoqué par cette disparition amène dans le récit qui nous occupe, Reynaud à revoir sa position et à se mettre pleinement dans le camp de ceux qui veulent poursuivre la lutte. L'option AFN (Afrique française du Nord) est donc choisie devant la défaite inéluctable sur le sol français, le gouvernement, purgé de ses éléments défaitistes fait donc le nécessaire pour expédier vers Alger tout ce qui est nécessaire à la poursuite de la lutte tant au plan matériel qu'humain.

La méthodologie suivie est stricte et précise. Il ne s'agit pas là, du moins principalement, de réparer l'amour-propre national encore blessé par cette *incompréhensible défaite* au sens où Marc Bloch l'entendait. Évidemment, la simple idée d'avoir pu continuer la lutte ravit les patriotes sincères, ceux qui comme moi, viennent juste de se remettre de la défaite d'Azincourt (1415) et s'attaquent hardiment à celle de Verneuil (1424)... Plus sérieusement, les scénarios mis au point et testés dans cette étude le sont non pour prouver que la France sortirait de toute façon vainqueur de ce conflit, mais pour essayer de manière sérieuse d'envisager les voies possibles. Rien n'y manque que ce soit la matière militaire et stratégique, évidemment dominante, que les questions institutionnelles et politiques, économiques, sociales et culturelles. Je vous recom-

mande à cet effet la lecture attentive de la postface de ce tome 2 qui éclaire les choix des auteurs et l'influence des différents tenants de ce projet.

Le tome 1 s'achevait sur la victoire des alliés en Afrique face aux troupes italiennes finalement coupée de leur bases et en Sardaigne. Ce tome 2 est bien moins réjouissant puisqu'il traite de la contre-attaque de l'Axe dans cette même île mais aussi en Corse, et du sauvetage de Mussolini par Hitler avec l'invasion des Balkans. Rien n'est camouflé de l'incapacité encore à cette époque des armées françaises et anglaises de s'opposer efficacement aux troupes allemandes sur terre. La reconstruction de leurs armées tant au plan matériel qu'au plan doctrinal n'étant pas encore achevée. Le choix fait a de grandes conséquences sur la guerre elle-même puisqu'elle modifie radicalement l'Histoire. Il faut ainsi pratiquement compter un délai d'un an supplémentaire pour qu'Hitler puisse affronter son véritable ennemi, l'URSS. L'ouvrage s'arrête là pour le moment mais il va de soi que ces mois supplémentaires laissés à Staline pour mener à bien une restructuration déjà entamée aura des conséquences primordiales sur la poursuite de cette guerre *alternative*.

Ce livre démontre évidemment que la poursuite de la lutte était possible et même souhaitable et que les conséquences du non-armistice de 1940 se feraient encore sentir. Il promet surtout le courage en politique et cela pas spécialement en temps de guerre.

**Pascal BEAUCHER**

📖 (1) Jacques Sapir, Frank Stora & Loïc Mahé - « *1941-1942, Et si la France avait continué la guerre...* », Tallandier, 2012, prix franco : 29 €. [➔ Achat immédiat](#)

## CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR, se réunira à Paris le **dimanche 25 novembre** prochain.

Les membres du Conseil recevront en temps utile la convocation et l'ordre du jour mais ils sont priés de noter cette date afin d'être présents.

➤ Le Conseil National est un organisme élu par les adhérents pour deux ans. Il est consulté régulièrement par téléphone ou par internet et se réunit à Paris une fois par an. Il a comme rôle principal celui de conseil politique auprès du Comité Directeur.

## CONGRÈS 2013

Le Congrès annuel de la Nouvelle Action Royaliste se tiendra les **13 et 14 avril 2013**.

Rappelons que **tous** les adhérents de la NAR peuvent participer au Congrès et au travail des commissions. Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action **d'adhérer à la NAR** (formulaire envoyé sur simple demande ou [téléchargeable sur notre site internet](#)).

Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, "*L'unité de la nation française*" et, d'autre part, "*Politique militaire de la France*".

Outre le travail sur ces thèmes, le Congrès doit également approuver la ligne politique du mouvement pour l'année à venir telle qu'elle sera formulée dans la Déclaration de politique générale proposée par le Comité directeur.

Merci de noter ces dates sur vos agendas.

## Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [NouAcRoyal@gmail.com](mailto:NouAcRoyal@gmail.com)
- ✓ Sites internet :  
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)  
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :  
**Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

## MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

● **Mercredi 14 novembre** - Agrégée de sciences physiques, **Anne LAUVERGEON** a occupé plusieurs postes dans l'administration avant de rejoindre l'Élysée où elle fut, de 1990 à 1994, secrétaire général adjoint de la présidence de la République, chargée notamment de préparer les sommets internationaux. Après un passage à la banque Lazard, elle entre à la direction d'Alcatel puis elle est nommée à la direction de Cogema avant de fonder en 2001 Areva qu'elle dirige avant d'être remerciée par Nicolas Sarkozy.

Anne Lauvergeon se définit comme « **La femme qui résiste** », titre d'un livre qu'elle a récemment publié et qui évoque les années passées

auprès de François Mitterrand, son rôle dans l'industrie nationale, la vie et les intrigues du milieu dirigeant. Ce sera pour nous l'occasion de reprendre toute la question de la politique industrielle, abandonnée au fil des effets d'annonce, des arrangements médiocres et de l'affairisme - et qu'il est urgent de relancer.

● **Mercredi 21 novembre** - Journaliste à *L'Humanité* depuis 1993, **Christophe DEROUBAIX** a bénéficié en 1996 d'une bourse de la Fondation Franco-Américaine et de l'AFP qui lui a permis de travailler pendant deux mois dans un journal américain. Depuis, il a souvent séjourné aux États-Unis et suit régulièrement l'actualité américaine.

En cette année marquée par les élections présidentielles, Christophe Deroubaix publie un dictionnaire des États-Unis qui est « presque optimiste ». C'est contredire l'opinion dominante selon laquelle les États-Unis sont en train de basculer dans une droite dure. Faut-il au contraire estimer que nous allons « **De la crise à la nouvelle Amérique ?** » Après avoir analysé les quatre grandes crises - économique, existentielle, identitaire, stratégique - qui secouent les États-Unis, il importe d'examiner les éléments qui permettent d'espérer une nou-

velle politique, dans l'esprit du New Deal.

● **Mercredi 28 novembre** - Historien, ancien directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur*, éditorialiste à *Marianne*, **Jacques JULLIARD** vient de publier un ouvrage qui est appelé à faire référence. Acteur et témoin des évolutions de la gauche depuis plusieurs décennies, il a su se mettre à distance de ce milieu politique, social et intellectuel pour en donner une analyse critique.

Quant à la gauche, nous croyons tous savoir ce qu'elle est. Mais toute tentative de définition se heurte à la complexité des idées et des choix politiques des organisations et des personnalités de gauche. Jacques Julliard a intitulé son ouvrage « **Les gauches françaises** » pour rendre compte d'une diversité qui tient aux origines, aux époques, aux orientations et que l'imaginaire de gauche - si différent des données historiques - vient encore compliquer. Dès lors, qu'en est-il de son unité ?

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (10 € pour l'année)

## DÉSTOCKAGE

Nous procédons à un déstockage de plusieurs numéros de notre revue *Cité* à des prix dérisoires. Profitez-en !

**N°9 - Dialogue dissident** - (Entretien avec Marko Markovic sur la nature de l'Union soviétique - La politique et la conscience par Vaclav Havel - A

propos de la pensée dissidente dans les pays de l'Est européen par Martin Hybler - Chine Millénaire, Chine nouvelle par Michel Fontaurrelle).

**N°10 - Parlons du racisme** - (Nature et différences par Jean-Pierre Dupuy - La clé de voûte

par Noël Cannat - Hérité et pouvoir sacré par Yves La Marck - L'année de Gaulle par R. Latour - Des communes populaires à la Grande Muraille par Michel Fontaurrelle). **Les deux exemplaires pour 5 € seulement...**

 Achat immédiat

## Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

**Faire un don en ligne**

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris



# Le patronat et la patrie

L'offensive menée par le Medef et par l'Association française des entreprises privées (AFEP) impressionne par son ampleur et par sa cohérence. Nous sommes en présence d'un groupe de pression politique et idéologique qui dispose de nombreux relais dans l'État et qui contrôle la quasi-totalité de la presse écrite nationale, des radios et les chaînes privées de télévision. Ces dernières considèrent l'information comme un « produit marketing comme un autre », selon la délicate formule du propriétaire de BFM TV. Il va sans dire que les commentaires des « experts » de ces médias vont à l'appui du « marketing » des détenteurs du capital.

Comme les chroniqueurs des chaînes publiques diffusent largement la *Pensée correcte*, comme les dirigeants syndicaux ne sont interrogés qu'à l'occasion des grèves et des manifestations, l'avantage donné au patronat est considérable. Depuis longtemps, il a imposé son langage, par lequel il forge la réalité qui lui convient : les cotisations sociales qui impliquent le principe du salaire différé ont disparu dans la masse des « charges » et le fameux « coût du travail » fait oublier l'apport inestimable des salariés à l'entreprise : ils la font exister, jour après jour, par leur travail. Qu'importe ces vérités : une propagande quotidienne nous affirme que le patronat est seul en mesure d'éviter à la France le déclin.

C'est oublier que le patronat n'est pas uni : les petites entreprises ne peuvent pas se délocaliser, à la différence des grandes, ce qui provoque entre

elles de durs affrontements. Quant à la France, elle apparaît parfois dans un discours ou sous la plume d'un intellectuel à gages, mais les invocations répétées à la mondialisation sont une manière de dire que la nation française n'est plus la préoccupation des grands patrons – sauf lorsqu'il s'agit de demander à l'État des privilèges et des subventions. Double langage : on revendique l'absolue liberté, mais on exige l'assistance permanente.



L'absolue liberté prend de plus en plus nettement l'allure de la fuite. Les médias, toujours serviles, font grand cas de ces entrepreneurs qui franchissent la Manche pour payer moins d'impôts. Et du côté du capitalisme financier, la tendance dominante est au sauve-qui-peut en Europe du sud. La Grèce connaît des fuites massives de capitaux et la Banque d'Espagne a récemment constaté que 247 milliards d'euros étaient sortis du pays entre janvier et août 2012 et 398 milliards au cours de l'année précédente. Si les spéculateurs y trouvent leur avantage, ils n'hésiteront pas à quitter la France.

Il faut bien sûr dénoncer l'absence totale de patriotisme que

révèlent ces comportements mais ce sera en vain : le haut patronat n'est plus sensible à l'intérêt national. En revanche, il serait nécessaire de démontrer aux chefs d'entreprises qui travaillent en France, par nécessité ou par choix, que le « choc de compétitivité » voulu par le Medef et l'AFEP sera désastreux pour l'économie française et pour eux-mêmes. Supprimer des dizaines de milliards de cotisations patronales, c'est augmenter en proportion les impôts des contribuables : la baisse de leur pouvoir d'achat entraînera une diminution de leurs dépenses d'équipement et de consommation. Pourtant, c'est bien la déflation que vise le patronat, obsédé par le prétendu modèle allemand.

Il va sans dire que nous ne défendons pas le statu quo. Face au patronat déflationniste, face aux banques qui restreignent le crédit et qui spéculent à tout-va, il faut changer la donne, pour la nation comme pour ses chefs d'entreprise. Un gouvernement réellement socialiste commencerait par protéger soigneusement l'activité économique nationale – tant que nos partenaires européens ne voudront rien entendre – et nationaliserait les banques afin que les entreprises et les particuliers puissent disposer de crédits à bon marché. Le retour au franc et une forte dévaluation redonneraient à la France un bel avantage compétitif et la nationalisation des secteurs-clés offrirait aux entreprises sous-traitantes des débouchés à long terme. Plus généralement, la planification nationale assurerait la solidité des plans conçus par les entreprises, qui bénéficieraient de prévisions économiques générales et de certitudes quant aux investissements publics.

A quand un mouvement patriotique des entrepreneurs français ?

**Bertrand RENOUVIN**